

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 NOVEMBRE 2021

Sur convocation en date du 12 novembre 2021, le Conseil municipal de la Commune de PÉRONNAS s'est réuni en séance ordinaire le 18 novembre 2021 à 20H00, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Hélène CÉDILEAU, Maire.

Présents :

BOZONNET-MEUNIER Kathy	BABUT Aurore	GAY Daniel
THEVENET Jean-Marc	BERTHET Dominique	MONTIBERT Pierre
BERLAND Martine	CARLIER Albert	PANEL Olivia
MARTIN Hubert	CHIROL Xavier	PERNET Martin
CHATELAIN Béatrice	DUBOIS Loïc	PIVET Catherine
SIMONET Jean-Michel	DUCLOS Laurent	RODET Amélie
	DUCROZET Isabelle	SUPIE Sylvie
	FALAISE Alain	TAVIER Stéphanie
	FAYARD Pascal	VOVILIER Christian
	FERRIER Patricia	

Procurations :

Madame Zarouhine CALMUS donne procuration à Monsieur Pierre MONTIBERT

Monsieur Pascal GOYAT donne procuration à Madame Stéphanie TAVIER

Monsieur Laurent MAIGRE donne procuration à Monsieur Pascal FAYARD

Secrétaire de séance : Monsieur Daniel GAY

Affichage le : 23/11/2021

I - SEANCE PUBLIQUE – 20H00

Madame le Maire ouvre la séance publique et remercie l'assemblée et la presse de leur présence.

1/ Nomination du secrétaire de séance

Monsieur Daniel GAY est nommé secrétaire de séance.

2/ Approbation des compte-rendu et procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2021

Sans observation, le compte-rendu et le procès-verbal sont adoptés à l'unanimité.

3/ Madame le Maire demande l'autorisation de présenter un rapport relatif à la convention de subvention au titre du dispositif conseiller numérique France Services. Le conseil municipal accepte à l'unanimité.

II- DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATIONS DE MADAME LE MAIRE

ACHATS

N°	site	LIBELLE	Entreprise	Montant € TTC
043	Service administratif	papier à entête et enveloppes	CREATCIV	2 982,00
044	Calypso	mise en conformité main courante	MSR	2 394,00
045	Réseaux voirie	contrôle 151 hydrants avec établisse- ment rapport	SOMEC	8 154,00
046	Communication	création graphique et impression 3600 bulletins municipaux	CREATCIV	4 499,00
047	Le Moniteur	annonce directeur service technique	LE MONITEUR	2 878,94
048	Salle Pierre Coubertin	pose de portes salle pierre de Coubertin	ACCORD ALU	8 814,00
049	Feux tricolores Seillon	remplacement de câble	SOBECA	2 172,00
050	service technique	formation CACES	LCF CENTRE FORMATION	3 592,80
051	autolaveuse salle Coubertin	réparation (prix mis au plus fort)	NILFISK	2 080,74
052	Crèche	Pose de portes automatiques	RECORD PORTES AUTOMATIQUES	12 000,00
053	Crèche	réaménagement local change Meubles	BADOUX	8 362,21
054	Salle des Fêtes	filtres pompe à chaleur	JOSEPH	2 043,94

Pas d'observation

URBANISME

N°	Notaire	Propriétaire	Acte	LIBELLE	ADRESSE	Décision
175		M. GIL Florian	DP	Transformation du garage en pièce à vivre	4 allée des bleuets	Accord le 21/09/2021
176		M. VASSALO Dominique	DP	Edification d'une clôture	430 rue de la corriere	Tacite le 21/09/2021
177		M. SEGAUD Jean François	DP	Réfection de toiture	58 allée des oiseaux	Tacite le 21/09/2021
178		M. CHAURAND Gérard	PC	Rénovation et extension d'une grange pour la création d'une habitation	La Vernée	Refus le 21/09/2021
179		M. D AMORE Michaël	DP	Réfection de toiture	16 rue de la muette	Accord le 21/09/2021
180		M. BARTHOULOT Emmanuel	DP	Edification d'une clôture et implantation d'une piscine	20 allée du chenonceau	Accord le 21/09/2021
181		M. DESESQUELLES Michel	DP	Pose de fenêtres de toit	107 chemin des tyrandes	Accord le 23/09/2021
182		GREEN PLANET	DP	Isolation thermique par l'extérieur	214 rue de la corriere	Tacite le 23/09/2021
183		M. et Mme ANIZON Ludovic	DP	Construction d'un abri	71 rue du Pic Mar	Accord le 23/09/2021
184		M. LIBERTI Samuel	DP	Edification d'une clôture	255 allée des granges neuves	Tacite le 23/09/2021
185		EDF ENR SOLAIRE	DP	Panneaux photovoltaïques	154 rue Chaudouet	Tacite le 23/09/2021
186		SEMCODA	DP	Réfection de peinture du porche d'un bâtiment	460 avenue de Lyon	Accord le 23/09/2021
187		SAS PASSION BOULANGE	DP	Modification de devanture commerciale	174 allée du Thioudet	Refus tacite le 23/09/2021
188		CITYA PAYS DE L AIN	DP	Ravalement de façade	Chemin de Saint Roch	Tacite le 24/09/2021
189		M. VINCENT Bernard	DP	Remplacement du portail et modification de clôture	8 allée des blés d'or	Tacite le 28/09/2021
190		M. SABBA Houari	DP	Construction d'un abri de jardin, édification d'une clôture et ajout d'ouverture	5 impasse de la cépée	Refus le 28/09/2021
191		M. BEYEKLIAN Sébastien	PC	Construction d'une maison individuelle avec piscine	allée des granges neuves	Refus le 29/09/2021
192		Mme MOLLARD Nadège	PC	Construction d'un abri non fermé	2212 avenue de Lyon	Accord le 29/09/2021
193		M. et Mme URSELLA Nadine	PC	Construction d'une maison individuelle	123 chemin des saules	Accord le 30/09/2021
194	Me VIEILLE - Bourg	DYNACITE	DIA	Vente d'une maison d'habitation	H5 allée des aulnes	Pas de préemption
195	Me ETIEVANT-Bourg	Consorts CARRERA	DIA	Vente d'une maison d'habitation	282 chemin des saules	Pas de préemption
196		M. BOULY Jean	DP	Edification d'une clôture	65 B allée des saules	Accord le 01/10/2021
197		SCCV CŒUR PERONNAS	PC	Transfert du PC accordé à BMB INTERVAL pour la construction d'un immeuble de 22 logements	Rue Robert Schuman	Accord le 01/10/2021
198		M. PERDRIX Bruno	DP	Remplacement de la toiture du garage	89 allée des Dombes	Accord le 01/10/2021
199		Commune de Péronnas	DP	Remplacement d'une porte de la Maison de la Petite Enfance	69 rue Jean Monnet	Accord le 01/10/2021
200	Me BAILLY-JACQUEMET - Pont d'Ain	M. FORET Bernard	DIA	Vente maison d'habitation	43 allée d'Eternaz	Pas de préemption
201	Me PONS – St Etienne du bois	SCI la Chartreuse	DIA	Vente d'un terrain à bâtir	319 rue de l'Aubier	Pas de préemption
202	Me CHIBI Nesrine	Mme PERRET Nadège	DIA	Vente d'une maison d'habitation	8 allée Mermoz	Pas de préemption
203	Me VUITON	CA3B	DIA	Vente d'un terrain à bâtir	Zone les Bruyères	Pas de préemption
204	Me PLANCHON	SCI Lavoisier	DIA	Vente d'un local à usage commercial	326 rue Lavoisier	Pas de préemption
205		KARAGOZ Vedat	PC	Construction d'une maison individuelle	538 rue de la Corriere	Accord le 07/10/2021
206		FAYARD Pascal	PC	Construction d'un abri de jardin	708 rue de la Cailloude	Refus le 07/10/2021
207		CASTEJON Stéphane	DP	Isolation par l'extérieur et ravalement de façade	1768 avenue de Lyon	Accord le 12/01/2021

URBANISME

N°	Notaire	Propriétaire	Acte	LIBELLE	ADRESSE	Décision
208		DURAIRAJU Rajvarman	DP	Edification d'un mur de clôture	1B rue Jean Mermoz	Refus tacite le 12/10/2021
209		PERRET Nicole	DP	Construction d'un atelier dans le prolongement de la maison existante	2380 avenue de Lyon	refus tacite le 12/10/2021
210		FORET Bernard	PC	Construction d'un abri pour du stockage de matériel agricole	Les Picollets	refus le 12/10/2021
211		YILMAZ Baris	PC	Modifications diverses	14 rue de l'Aubier	refus le 14/10/2021
212		GRILLO Julien	DP	Edification d'une clôture et d'une terrasse	1734 avenue de Lyon	Tacite le 18/10/2021
213		EI MOUDANE Abdesslem	DP	Isolation thermique par l'extérieur	63 allée des Dombes	Tacite le 21/10/2021
214		CHENAUD Thomas	DP	Créations et modifications d'ouvertures, déplacement du portail existant	492 chemin de Bellevue	Tacite le 21/10/2021
215		AMIN Marcel	DP	Modification de clôture	6 allée des Myosotis	Tacite le 21/10/2021
216		MOUALA Khaddouj	DP	Modification de clôture	5 allée des Myosotis	Tacite le 21/10/2021
217		LOGIDIA	PC	Construction de 4 maisons jumelées avec garages	Allée des Vavres	Accord le 21/10/2021
218		SCI FERME TERRIER	PC	Extension d'un bâtiment	88 chemin de la Garenne	Accord le 25/10/2021
219		EL MAHI Jamal	PC	Transformation d'un garage en pièce à vivre, modification d'ouvertures et ravalement de façades	411 chemin de l'Ancienne Tuilerie	Refus tacite le 27/10/2021
220		CLERC David	DP	Isolation par l'extérieur, ravalement de façade et pose de volets roulants	223 allée des Colchiques	Refus tacite le 27/10/2021
221		LENOIR Laurent	DP	Construction d'une piscine	57 rue Robert Schuman	Retrait et annulation le 27/10/2021
222		CUKU Skender	DP	Isolation par l'extérieur	51 chemin des Tyrandes	Refus tacite le 27/10/2021
223		MICHEL Aurélie	DP	Edification d'une clôture	277 avenue de Lyon	Accord le 27/10/2021
224		GOSME Stéphane	DP	Edification d'une clôture et d'un portillon	323 rue de l'Aubier	Accord le 29/10/2021
225		BERNARD-MOREL Agnès	DP	Installation d'une fenêtre de toit	8 rue des Chaneles	Accord le 29/10/2021
226		MAADINI Faïçal	PC	Construction d'une maison individuelle	Rue de l'Aubier	Refus le 29/10/2021
227		DARME Louis	DP	Installation de panneaux photovoltaïques en toiture	577 chemin du Pommier	Accord le 03/11/2021
228		ZANKADI Salah	PC	Construction d'une maison individuelle	237 rue de l'Aubier	Accord le 03/11/2021
229		SCI La Chartreuse	PA	Permis d'aménager lotissement 36 lots	Grange Neuve	Refus le 03/11/2021
230		BONGLET BENAYOUN	DP	Création d'une piscine et d'un local technique	516 Chemin de Bellevue	refus le 05/11/2021
231		VORLET	DP	Installation d'une piscine hors sol	23 allée des roses	Accord le 05/11/2021

Pas d'observation

III – BÂTIMENTS

1/ Construction d'un nouveau restaurant scolaire - Maîtrise d'œuvre - Avenant n° 1

Monsieur Jean-Marc THEVENET donne lecture du rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée les délibérations n° D_2020_11_091, adoptée lors de la séance du 9 novembre 2020, et n° D_2021_06_041 approuvant le programme de travaux relatif à la construction d'un nouveau restaurant scolaire sur la Commune de Péronnas ainsi que l'enveloppe prévisionnelle lui étant dédiée et autorisant Madame le Maire à lancer une consultation en concours restreint débouchant sur un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour le recrutement d'un maître d'œuvre.

Ledit marché de maîtrise d'œuvre a été attribué au groupement COMPOSITE Architectes pour un forfait provisoire de rémunération de 321 904,00 euros HT (mission de base) et un forfait définitif de rémunération de 36 952,00 euros HT (pour la mission complémentaire ordonnancement, pilotage et coordination), pour un montant prévisionnel des travaux fixé à 2 480 000 euros HT.

Conformément à l'article 9.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières applicable au marché, il convient d'arrêter, lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'Avant-Projet Définitif, le coût prévisionnel définitif des travaux et le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre.

Au regard des études d'Avant-Projet Définitif, il est proposé un avenant au marché de maîtrise d'œuvre fixant le coût prévisionnel définitif des travaux à 2 625 162,93 euros HT. Il est alors proposé, conformément à la clause de réexamen indiquée à l'article 9.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières applicable au marché, d'arrêter le forfait de rémunération définitif de maîtrise d'œuvre à 360 452,54 euros HT (mission de base + mission complémentaire) représentant une augmentation d'un montant de 1 596,54 euros HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de la commande publique, notamment son article R2194-1,

AUTORISE Madame le Maire à signer l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre ci-dessus énoncé ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

IV – JEUNESSE

1/ Coup de pouce - Projet de participation au raid humanitaire 4L TROPHY 2022

Madame Martine BERLAND donne résumé du rapport suivant :

« Madame le rapporteur informe l'assemblée du projet de deux jeunes gens ayant fondé l'équipe ComeTlab pour une participation au raid humanitaire 4L TROPHY qui se déroulera du 17 au 27 février 2022. Lors de ce voyage, les équipages seront chargés de matériels scolaires pour l'association « les enfants du désert » ainsi que de 10 kg de denrées destinées à la Banque alimentaire et à la Croix-Rouge au village de départ en France.

Ce raid comporte également une approche environnementale au travers de l'opération « désert propre ». Un camion suit la caravane tout au long du parcours pour collecter les déchets. De nouveaux projets sont admis et mis en avant comme des 4L hybrides ou électriques.

La commission « petite enfance – action éducative – jeunesse » après examen du dossier de présentation de ce projet, propose d'apporter une aide d'un montant de 250 € qui se matérialisera par l'affichage du logo de la ville sur l'emplacement n° 3 sur le côté de la voiture.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le Rapporteur,

Vu le bien-fondé de sa demande,

AUTORISE Monsieur le Maire à accorder une aide de 250 € pour le projet de l'équipage ComeTlab pour sa participation au 4L TROPHY 2022. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

V – FINANCES

1/ Budget principal 2021 - Décision modificative n° 1

Madame Béatrice CHATELAIN donne résumé du rapport suivant :

« Madame le rapporteur informe l'assemblée de la nécessité de procéder à des ouvertures et à des transferts de crédits sur le budget général 2021.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-1 à 3, L.2321-1 à L.2321-4, L.2313-1 et suivants,

Vu la délibération en date du 15 mars 2021 approuvant le budget primitif 2021,

Sur proposition de Madame le rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **ADOpte** la décision modificative n° 1 du budget général de la Commune comme indiqué dans le tableau ci-dessous,

Section de fonctionnement

Dépenses			
Chapitre	Article-Programme. fonction	Libellés	DEPENSES
011	6064.020	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	3 360,00 €
	615221.411	ENTRETIEN ET REPARATIONS PUBLICS COSEC	- 8 810,00 €
	615232.113	ENTRETIEN ET REPARATIONS DE VOIES ET RESEAUX	20 000,00 €
	6228.020	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES : DIVERS	4 000,00 €
	6231.020	ANNONCES ET INSERTIONS	4 500,00 €
	63512.020	TAXES FONCIERES	20 300,00 €
	637.020	AUTRES IMPOTS ET TAXES	3 400,00 €
012	6455.020	COTISATIONS POUR L' ASSURANCE DU PERSONNEL	4 000,00 €
65	65548.020	AUTRES CONTRIBUTIONS	30 000,00 €
	65888.414	AUTRES CHARGES	4 000,00 €
Total Dépenses Fonctionnement			84 750,00 €

Recettes			
Chapitre	Article-Programme. fonction	Libellés	RECETTES
70	70311.01	CONCESSIONS DANS LES CIMETIERES	1 700,00 €
73	73111.01	IMPOTS DIRECT LOCAUX TAXES FONCIERES	26 750,00 €
	73211.01	ATTRIBUTIONS COMPENSATIONS DE GBA	11 500,00 €
	7381.01	TAXE ADDITIONNELLE DROIT DE MUTATIONS	14 000,00 €
74	74834.01	ETAT COMPENSATION EXONERATION TAXES FONCIERES	108 800,00 €
	74835.01	ETAT COMPENSATION EXONERATION TAXES HABITATIONS	- 78 000,00 €
Total Recettes Fonctionnement			84 750,00 €

Section Investissement

Dépenses			
Chapitre	Article-Programme. fonction	Libellés	DEPENSES
10	10222.01	FONDS D'INVESTISSEMENT FCTVA	100,00 €
	10226.01	FONDS D'INVESTISSEMENT TAXE AMENAGEMENT	10 000,00 €
204	2041582-436.822	SUBV EQUIPTS GRP COLLECTIVITE INSTAL : ENFOUIST ELECTRIQUE	43 100,00 €
	2041582-463.822	SUBV EQUIPTS GRP COLLECTIVITE INSTAL : ENFOUIST ELECTRIQUE	33 500,00 €
21	21311-393.020	IMMOBILISATIONS CORPORELLES : MAIRIE	- 18 000,00 €
	21318-413.411	IMMOBILISATIONS CORPORELLES : TRAVAUX COSEC	8 810,00 €
	2151-486.822	INSTALLATIONS DE RESEAUX DE VOIRIE : RUE DES PEUPLIERS	- 70 000,00 €
	21534-393.020	INSTALLATIONS DE RESEAUX ELECTRIFICATION	23 500,00 €
23	2313-394.251	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS : RESTAURANT SCOLAIRE	200 000,00 €
	2315-363.026	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS : ESPLANADE CIMETIERE ET ABORD	20 000,00 €
	2315-436.821	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS : RUE VERLAINE	40 000,00 €
	2315-463.822	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS : RUE VAVRES	20 000,00 €
Total Dépenses Investissement			311 010,00 €

Recettes			
Chapitre	Article-Programme. fonction	Libellés	RECETTES
10	10226.01	TAXE AMENAGEMENT	29 109,02 €
13	1322-363.026	SUBVENTION REGION ESPLANADE EGLISE-CIMETIERE	78 474,00 €
	1322-292.020	SUBVENTION REGION CENTRE MUNICIPAL	68 948,00 €
	1322-398.020	SUBVENTION REGION ATELIER MUNICIPAUX	15 000,00 €
	1322-413.411	SUBVENTION REGION COSEC	43 214,00 €
	1341-436.822	DOTATIONS EQUIPT DES TERRITOIRES : 2021 TRAVAUX RUE VERLAINE	48 557,00 €
21	21534-481.822	INSTALLATIONS DE RESEAUX ELECTRIFICATION : RUE DES ERABLES	2 476,47 €
	21534-483.822	INSTALLATIONS DE RESEAUX ELECTRIFICATION : CHEMIN DES TYRANDES	11 292,04 €
	21534-ONA.816	INSTALLATIONS DE RESEAU ELECTRIFICATION : MODERNISATION LUMINAIRES	13 939,47 €
Total Recettes Investissement			311 010,00 €

- **ACCEPTE** de délibérer sur ces écritures budgétaires et d'adopter en l'état la décision modificative n°1 du budget communal,
 - **AUTORISE** Madame le Maire à procéder aux mandatements et aux écritures correspondantes. »
- Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).**

2/ EPF de l'Ain

Parcelle 1432 avenue de Lyon - Modification de la convention de portage foncier

Madame Béatrice CHATELAIN donne résumé du rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée

- la délibération n° D_2019_11_096 prise lors de la séance du 19 novembre 2019 donnant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à l'Établissement public foncier (EPF) de l'Ain
- la délibération n° D_2021_02_006 autorisant la signature des conventions de portage et de mise à disposition pour les parcelles AT n° 40, 41 et 43 sises 1432 avenue de Lyon d'une superficie totale de 1 501 m².

Madame le rapporteur informe l'assemblée que la commune, dans un souci de rentabilité de la gestion du patrimoine, a demandé à l'EPF de l'Ain la modification de la convention de portage foncier comme suit :

- remboursement à l'EPF de l'Ain, par anticipation, de la valeur du stock par annuités constantes sur 4 ans (au lieu du remboursement au terme de 4 années de portage),
- au paiement à l'EPF de l'Ain, chaque année à la date d'anniversaire de la signature de l'acte de vente, des frais de portage correspondant à 1,50 % HT l'an, du capital restant dû.

Le projet de convention est présenté en annexe du présent document.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de Monsieur le rapporteur,

Vu le bien-fondé de sa demande,

- **ACCEPTE** les modalités d'intervention de l'EPF de l'Ain en particulier le mode de portage de cette opération et les modalités financières afférentes,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention de portage foncier,
- **CHARGE** Madame le Maire de signer tous les actes et conventions nécessaires à ce projet. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

VI – FONCIER

1/ Conventions de servitudes entre la Commune de PÉRONNAS et ENEDIS - Parcelles AS 80 et 81 – les Chanels –

Parcelle AS 29 – 9001 allée des blés d'or

Monsieur Jean-Michel SIMONET donne résumé du rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur indique à l'assemblée qu'une servitude de passage est à établir entre la Commune et ENEDIS pour :

- mettre à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 180 mètres pour la parcelle AS 80 et 80 mètres pour les parcelles AS 81 et 29 ainsi que ses accessoires,
- établir si besoin des bornes de repérage,
- sans coffret,
- effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages et gênant leur pose ou pouvant occasionner des dommages aux ouvrages,
- utiliser les ouvrages désignés et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

Il est précisé qu'ENEDIS pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

La Commune conserve la propriété et la jouissance de ces parcelles mais :

- s'interdit, dans l'emprise des ouvrages définis, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucun travail ou construction préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages et de porter atteinte à la sécurité des ouvrages,

- sera tenue de faire connaître à ENEDIS tous travaux devant intervenir sur les parcelles concernées,

Il est précisé que les conventions sont conclues à titre gratuit. ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et / ou de ses interventions causées par son fait ou par ses installations.

Les présentes conventions feront l'objet d'actes authentiques par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'ENEDIS.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le Rapporteur,

Vu le bien-fondé de sa demande,

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer les conventions de servitudes avec ENEDIS,

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tout acte relatif à ces conventions par devant notaire. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Rue Paul Verlaine - Parcelle AH 315 - Cession

Monsieur Jean-Michel SIMONET donne résumé du rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée les travaux de voirie en cours rue Paul Verlaine. La réalisation de modes doux ainsi que d'un local pour les ordures ménagères nécessitent l'acquisition d'une emprise sur la parcelle cadastrée section AH n° 253 d'une superficie de 17 m².

L'avis du service des Domaines est compris dans une fourchette de prix pour une valeur unitaire au m² entre 52 € et 60 € après étude du marché.

Après division cette emprise est maintenant cadastrée section AH n° 315.

Il est précisé que les frais de bornage et d'acte seront à la charge de la Commune, la présente cession étant consentie pour un euro symbolique qui ne sera pas versé.

Vu l'article L. 1311-13 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis du service des Domaines,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'acquisition de la parcelle cadastrée section AH n° 315 d'une superficie de 17 m²,

- **DONNE** pouvoir au Maire pour prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération, et notamment recevoir et authentifier l'acte en la forme administrative correspondante,

- **DÉSIGNE** Monsieur Jean-Michel SIMONET, Adjoint, pour représenter la Commune en qualité d'acquéreur et signer l'acte à intervenir ainsi que tout autre document s'y rapportant,

- **DÉCIDE** d'intégrer cette parcelle dans le domaine public communal,

- **INDIQUE** que les frais de géomètre, d'acte et divers se rapportant à cette opération seront pris en charge par la Commune. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

VII – AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

1/ Bail commercial 1508 avenue de Lyon - Renouvellement

Madame le Maire donne résumé du rapport suivant :

« Madame le Maire informe l'assemblée qu'il convient de procéder au renouvellement du bail commercial des locataires du commerce situé 1508 avenue de Lyon à Péronnas. En effet, celui-ci a pris fin le 30 septembre 2016. Le bail commercial s'est tacitement renouvelé au 1^{er} octobre 2016 mais cet engagement n'a jamais été acté par l'Établissement public foncier (EPF) de l'Ain.

Malgré plusieurs demandes de renouvellement de bail formulées auprès de l'EPF de l'Ain et restées sans réponse, les locataires ont saisi le Tribunal de Grande Instance de Bourg-en-Bresse le 8 août 2019. La Commune de Péronnas s'est vue rétrocéder ledit local par l'EPF de l'Ain le 10 décembre 2020.

Par conséquent et afin de pouvoir mettre un terme à ce litige, il est proposé au Conseil Municipal de régulariser la situation des locataires par la formalisation du renouvellement du bail commercial rétroactivement à compter du 1^{er} octobre 2016 jusqu'au 30 septembre 2025.

Il est également proposé d'appliquer la clause d'indexation du loyer contenue dans le bail initial et ce rétroactivement à compter du 1^{er} octobre 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** Madame le Maire à régulariser la situation des locataires du 1508 avenue de Lyon par la formalisation du renouvellement du bail commercial rétroactivement à compter du 1^{er} octobre 2016, pour une durée de 9 années,
 - **AUTORISE** Madame le Maire à appliquer la clause d'indexation du loyer contenue dans le bail initial et ce rétroactivement à compter du 1^{er} octobre 2016,
 - **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant. »
- Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).**

VIII – RESSOURCES HUMAINES

1/ Recensement de la population 2022 - Désignation d'un coordonnateur communal

Madame le Maire donne résumé du rapport suivant :

« Madame le Maire informe que la commune va devoir procéder au recensement de sa population, du 20 janvier au 19 février 2022, et qu'il appartient au conseil municipal de fixer certaines modalités d'exécution de ce recensement. Celui-ci devait avoir lieu en 2021 mais en raison de la crise sanitaire, l'enquête de recensement de l'INSEE est donc reportée en 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2022 les opérations de recensement de la population qui se dérouleront du 20 janvier au 19 février 2022,

Vu les courriers de Monsieur le directeur régional de l'INSEE du 25 mai 2021 et du 15 octobre 2021

Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

DÉCIDE

- **d'autoriser** Madame le Maire à procéder à la désignation d'un coordonnateur communal et de son adjoint pour le recensement qui aura lieu du 20 janvier au 19 février 2022, dont la mission est d'aider et de contrôler les agents recenseurs dans leur mission en collaboration avec l'INSEE,

- **de dire** que les intéressé(es) désigné(es) bénéficieront pour l'exercice de cette mission d'une augmentation ponctuelle de leur régime indemnitaire ou d'un repos compensateur équivalent aux heures consacrées aux opérations de recensement ou d'IHTS s'ils sont éligibles,

- **d'autoriser** Madame le Maire à signer les actes nécessaires et tout document y afférent. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Recensement de la population 2022 - Recrutement d'agents recenseurs

Madame le Maire donne résumé du rapport suivant :

« Madame le Maire informe que la commune va devoir procéder au recensement de sa population en 2022, et qu'il appartient au conseil municipal de fixer certaines modalités d'exécution de ce recensement. Celui-ci devait avoir lieu en 2021 mais en raison de la crise sanitaire, l'enquête de recensement de l'Insee est donc reportée en 2022.

Madame le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement qui auront lieu du 20 janvier au 19 février 2022 et de fixer la rémunération de ceux-ci.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2022 les opérations de recensement de la population qui se dérouleront du 20 janvier au 19 février 2022,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

DÉCIDE

- **de créer** 13 emplois d'agents recenseurs contractuels pour assurer le recensement de la population qui se déroulera du 20 janvier au 19 février 2022,
- **de fixer** la rémunération des agents recenseurs, comme suit :
 - o 0,80 € par feuille de logement remplie,
 - o 1,50 € par bulletin individuel rempli,
- **de verser** à chaque agent recenseur la somme de 30 € brut par demi-journée de formation ainsi qu'un forfait de 50 € brut pour la tournée de reconnaissance,
- **d'autoriser** Madame le Maire à procéder au recrutement conformément aux dispositions ci-dessus énoncées et à signer tout document y afférent,
- **de dire** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2022. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

3/ Convention pour collaborateurs occasionnels bénévoles

Madame le Maire donne résumé du rapport suivant :

« Madame le Maire informe l'assemblée que, dans certaines circonstances, une commune peut bénéficier de la collaboration bénévole de certaines personnes pour l'exécution de ses missions de service public.

Elle précise que la surveillance de la période séparant les cours du matin de ceux de l'après-midi, et qui correspond au temps de restauration, appelé temps méridien ou pause méridienne, relève de la seule responsabilité de la commune. Elle indique que des besoins sont apparus en ce qui concerne la surveillance de la cour de l'école élémentaire pendant le temps méridien et propose de confier, en plus du personnel en place, une mission de surveillance de la cour à des collaborateurs occasionnels, bénévoles.

Madame le Maire propose à l'assemblée d'accepter la collaboration de collaborateurs bénévoles pour la surveillance de la cour sur le temps méridien.

Elle propose que le recours à ces collaborateurs puisse être étendu pour l'exécution de missions de services publics à la surveillance du restaurant scolaire sur le temps méridien, à l'encadrement des TAP, à l'accueil de la médiathèque, à la surveillance de salles, à la mise en place d'événements..... sous la responsabilité de la commune.

Pour cela elle propose qu'une convention soit établie entre la commune et le bénévole dans le cadre des missions énumérées précédemment (jointe en annexe VIII/3)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** Madame le Maire à recourir, pour l'exécution de ses missions de service public, à des collaborateurs occasionnels bénévoles,
- **AUTORISE** Madame le maire à signer des conventions d'accueil de collaborateur bénévole pour les missions énumérées précédemment. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

4/ Dispositif conseiller numérique France services - Convention de subvention

Madame le Maire donne résumé du rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle la délibération du 20 juillet 2021 relative à la création d'un poste de conseiller numérique.

Elle indique que 13 millions de Français ont des difficultés avec les usages numériques. Pour les accompagner, l'État a lancé le plan de relance en faveur de l'inclusion et la médiation numérique. L'État finance à ce titre la formation et le déploiement de 4 000 conseillers numériques.

Dans le cadre de l'inclusion numérique, la Ville de Péronnas a souhaité bénéficier de cette possibilité afin de rendre le numérique accessible à chaque individu et lui transmettre les compétences numériques qui seront un levier de son inclusion sociale et économique.

Les activités du conseiller numérique sont réalisées gratuitement pour les usagers.

La structure d'accueil s'engage à mettre à sa disposition les moyens et équipements nécessaires à la réalisation de ses missions (ordinateur, téléphone portable, etc.). Elle s'engage également à laisser partir le conseiller recruté en formation avant sa prise de poste.

La ville de Péronnas a recruté le 2 novembre 2021 un conseiller numérique qui suit actuellement une formation de 420 heures puis accompagnera les usagers sur trois thématiques considérées comme prioritaires :

- ✓ Soutenir les Françaises et les Français dans leurs usages quotidiens du numérique : travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
- ✓ Sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;

✓ Rendre autonomes pour réaliser des démarches administratives en ligne seul.

Allouée sous forme de subvention, la prise en charge de l'État permet de rémunérer le conseiller pour une durée de deux ans. Pour une structure publique, la subvention totale s'élève à 50 000 € par poste. La subvention est versée en trois fois : 20 % sont versés dans le mois qui suit la signature de la convention, 30 % 6 mois après signature et les 50 % restants 12 mois après la signature de la convention.

La convention de subvention au titre du dispositif conseiller numérique France Services (jointe en annexe VIII/4), a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien de l'État sous forme de subvention versée par la Caisse des Dépôts et Consignations à la Ville de Péronnas.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention de subvention au titre du dispositif Conseiller Numérique France Services et signer toutes les pièces s'y rapportant. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

Sans autre sujet à aborder en séance publique, Madame le Maire clôt la séance à 20 heures 50

Prochain Conseil municipal
Conseil exceptionnel
lundi 6 décembre 2021 – 20H00

Madame le Maire,



Hélène CEDILEAU

Le Secrétaire de séance,



Daniel GAY